

DÉFENDONS NOS DROITS !

PAS UN DRAME DE PLUS !

Exigeons des moyens pour exercer nos métiers!

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 31 MARS



Le sous-investissement chronique dans l'Éducation nationale associé aux politiques d'austérité menées à l'encontre des services publics depuis des décennies est responsable de la dégradation de nos conditions de travail et génère de la souffrance au travail.

Personnels de l'éducation, il est temps de reprendre la main sur nos droits, sur nos métiers ! Comme tout salarié.e, nous réclamons à notre employeur le droit d'être protégé.es et d'exercer dans des conditions dignes.

L'ensemble de nos organisations syndicales le dénonce depuis des années, de plans d'urgence en alertes sociales : l'école n'a plus les moyens de fonctionner. Nos professions sont aujourd'hui totalement abandonnées.

Nous refusons un seul drame supplémentaire chez nos collègues comme chez nos élèves. L'agression de notre collègue enseignante du collège de Sanary fait suite à de nombreuses autres agressions de personnels dans notre académie comme en France ces dernières années et ce sur tout type de poste.

AED, AESH, CPE, assistants sociaux et assistantes sociales, infirmiers et infirmières, psychologues, enseignants et enseignantes, personnels techniques, administratifs et de direction, nous sommes aujourd'hui toutes et tous malheureusement concerné.es par les violences verbales comme physiques.

La santé mentale n'est décidément pas la grande cause nationale 2025 et 2026. Les élèves subissent également des situations de violence quotidiennes. Les protocoles se multiplient, les incidents perdurent.

Dans notre département, il manque de tout d'autant plus que le taux d'encadrement et d'accompagnement des élèves est le plus bas de la métropole. Le budget d'austérité 2026, à nouveau passé en force par le 49.3, c'est l'abandon confirmé ! Par de nouvelles suppressions de postes d'enseignant.es, le gouvernement tourne le dos aux impératifs éducatifs. Pour la rentrée 2026, dans le Var, 5 postes de professeur.es des écoles sont menacés. C'est 6 dans le second degré et des compléments de services qui se multiplient (218). Ce budget ne prévoit aucune création d'emplois de CPE ni d'AED, alors que les enjeux de climat scolaire sont de plus en plus évidents. Les moyens faméliques en emplois assistants sociaux et assistantes sociales, infirmiers et infirmières et Psy-EN ne répondront aucunement aux besoins réels du terrain.

L'ensemble de nos organisations syndicales varoises soutient toutes les mobilisations en cours partout en France. Nous appelons les personnels à s'unir pour établir un véritable rapport de force immédiat par la grève le 31 mars et à discuter des suites à donner.

Pour faire reconnaître et combattre la maltraitance institutionnelle. Pour exiger la création des postes nécessaires pour exercer nos métiers, pour nous protéger, pour protéger les élèves, pour faire vivre le service public!

EXIGEONS LE RESPECT DE NOS DROITS !

MANIFESTATION A TOULON 10H30

DEPART DEPUIS LA DSDEN DU VAR, RUE MONTEBELLO, TOULON